

Le FN pose-t-il les bonnes questions ?

Christophe Mincke et Baptiste Campion

Les dernières élections départementales françaises furent, une fois de plus, l'occasion d'assister à une victoire du Front national. Certes, il faut concéder que ce parti ne contrôle toujours aucun département, mais avec un score en hausse — 22 % pour l'ensemble des départements en jeu, à 3 % du Parti socialiste — force est de constater que le FN est solidement ancré dans le paysage politique français.

Ce dernier scrutin marque notamment l'échec du pari de Sarkozy : tailler des croupières au FN, le vider de sa substance en incarnant une droite décomplexée n'hésitant pas à combattre l'extrême droite sur son terrain. Manuel Valls incarne cette même option, celle du discours musclé, de l'action spectaculaire et de la focalisation sur les quelques dossiers favoris du FN. De l'extrême droite à la droite décomplexée, en passant par la décomplexée, il n'est bien entendu question, chez aucun de ces protagonistes, de mener de nouvelles politiques. Lutte contre l'immigration, course au plein-emploi, contrôle sécuritaire des populations, les recettes sont celles de toujours, l'enjeu étant d'en incarner le défenseur le plus crédible.

Revient alors à l'esprit le mot si souvent cité de Laurent Fabius qui, plutôt que de se casser une jambe ce jour-là, affirma que le FN posait de bonnes questions, mais y apportait de mauvaises réponses. Reprise mille fois, cette antienne rassurante a permis, depuis 1984, de valider une vision d'extrême droite des défis des sociétés européennes.

En effet, une situation n'est problématique que dans un contexte particulier, lequel est constitué, bien entendu, de situations concrètes, mais également des lectures qui en sont faites et des projets d'une société donnée. En Communauté française, un taux de 10 % d'analphabétisme peut être considéré comme alarmant en 2015, alors qu'il tenait du rêve en 1915. De la même manière, une dette publique de 100 % du PIB, un taux d'inactifs de 20 %, un taux de natalité de trois enfants par femme ou un accès à l'eau potable de 50 % de la population apparaîtront-ils tour à tour comme des épouvantails ou comme des objectifs ambitieux, à la hausse ou à la baisse.

Il faut donc rappeler qu'une question (politique) n'est pas bonne ou mauvaise en soi, mais uniquement lorsqu'elle nous permet, d'une part, d'interroger une

réalité particulière (20 % de chômage des jeunes dans un pays riche ou pauvre, alors que la main-d'œuvre manque ou pas) et, d'autre part, d'aspirer une vision du monde et un projet de société (une vie digne comme récompense d'un mérite ou comme droit inaliénable).

Ainsi, lorsqu'il se penche sur l'insécurité, le FN ne pose pas de manière évidente une « bonne question ». Si naturelle que puisse nous paraître la centralité de cette problématique dans le débat public, elle n'en est pas un invariable. La question a émergé à l'articulation des années 1980 et 1990, alors même que nos sociétés semblent moins violentes que jamais. Longtemps, elle fut supplantée par d'autres problématiques, comme celles de l'émancipation de la femme, de la justice sociale ou de l'holocauste nucléaire. Elle a conquis une place centrale, notamment sous la poussée de... l'extrême droite et, à sa suite, des formations politiques de tout bord qui furent amenées à la considérer comme inévitable. Aujourd'hui, cette sécurité, « condition indispensable de toute liberté », empoisonne littéralement le débat public en envahissant les domaines de l'éducation, de l'aménagement urbain, de l'immigration, du financement des services de l'État, de la protection des libertés fondamentales et bien d'autres encore.

Ce faisant, elle rend possibles des politiques qui, autrefois, eurent paru liberticides et intolérables. Comme toute question politique, celle de l'insécurité sert un projet de société particulier. On notera à ce sujet que, si l'insécurité fait les gorges chaudes, les insécurités sont bien moins débattues, comme celles qui découlent d'une précarisation croissante des populations de pays pourtant riches comme jamais. Dans le contexte actuel, l'insécurité n'est une bonne question de l'extrême droite que

par rapport à un projet social particulier, celui de l'extrême droite : une société mise au pas, quadrillée, muselée, unifiée.

Et le chômage, est-il donc la bonne question du FN, indépendamment du fait que le parti a considérablement fait varier son approche depuis 1984 ? Il ne pourrait l'être que dans une société qui fonde l'intégration sociale et économique des masses sur l'emploi. Pour qui érige en modèle le salariat dans le secteur marchand privé et tolère l'emploi public et non marchand, le plein-emploi est un Graal et le chômage de masse, un fléau. Dans l'échelle hiérarchique dont le sommet est occupé par l'entrepreneur capitaliste (capitaine d'industrie, patron de PME, petit indépendant), les moyens économiques sont concédés aux subordonnés en rémunération de leur force de travail productrice de richesses commercialisables ou, à la rigueur, de services publics. Pire que la déchéance consistant à tirer ses revenus de l'impôt en échange d'un travail au service de la collectivité, certains obtiennent leurs moyens de subsistance d'une rémunération de leur situation plutôt que de la location de leurs bras. L'aspect assurantiel du chômage est ici oublié, comme c'est largement le cas dans les discours publics.

C'est dans ce contexte que le chômage est problématique. Ce n'est pas que nous manquions de bras pour produire, ni que la production soit en baisse¹. Ce n'est pas que les chômeurs ne parviennent pas à se rendre utiles, à leurs proches ou à la société dans son ensemble. Ce n'est pas que nous ne puissions envisager de leur donner des occasions d'être indispensables. Bien au contraire, nous restreignons

¹ À ce propos, voyez Olivier Derruine, « La chasse aux chômeurs au regard de la loi de l'offre et de demande » 25 février 2014, <http://bit.ly/1QOckwt>.

leurs possibilités de se soigner en cas de maladie de longue durée, de prendre soin de proches ou de se consacrer au bénévolat et nous leur intimons l'ordre d'avoir la décence de gratter perpétuellement à la porte du salariat. Laquelle porte, nous le savons tous, restera close. Dans une société reconnaissant d'autres positions utiles que celles d'entrepreneur ou de salarié, le chômage n'est pas nécessairement un problème. Dans une société qui n'a plus besoin d'autant de bras que par le passé, il est une donnée... et une difficulté si nous refusons de l'aborder autrement que par la tension vers le plein-emploi.

Lorsqu'il se focalise sur l'immigration, le FN pose-t-il enfin la bonne question ? L'identité nationale, la répartition fixe des populations dans le monde, le contrôle global des déplacements individuels, le maintien des pauvres dans les zones miséreuses n'ont de sens que dans une représentation du monde qui croit encore aux nations, aux cultures étanches, aux races et aux frontières. Alors même que nous démantelons ces dernières lorsqu'elles permettent aux plus faibles de s'abriter, pour envahir leurs marchés de nos surplus, pour attirer leurs travailleurs qualifiés — pour faire produire chez eux à des conditions qui nous scandaliseraient à cinquante kilomètres de chez nous, pour puiser dans leurs ressources naturelles — nous considérons l'immigration des damnés d'une Terre injuste comme un problème majeur qui réclame une action ferme et un parfait mépris pour la dignité humaine.

Ce qui fait la force et l'imposture du FN réside dans sa capacité à capter des problématiques qui interpellent forcément (qui ne serait pas préoccupé par le chômage, la pauvreté ou l'agression de petits vieux sans défense ?) et à les transformer de sorte à faire apparaître

les réponses de l'extrême droite comme relevant du simple « bon sens ». Il y a de la délinquance ou de la violence ? Il suffit de mettre les auteurs en prison ! La concurrence internationale fragilise des entreprises françaises ? Supprimons l'international ! L'immigration est une thématique compliquée ? Interdisons-la ! Non seulement le FN ne pose pas les « bonnes questions », mais en plus il transforme tout ce qu'il touche en mauvaises questions qui, de raccourcis en simplismes, oblige tout le monde à se positionner par rapport à ses réponses. Ayant ainsi fixé le cadre de la discussion, il peut alors facilement discréditer ses adversaires dès lors qu'ils refusent ces solutions de « bon sens ». Ceux-ci se voient piégés : soit ils sont obligés de faire dans la surenchère martiale en lui disputant le monopole de ce « bon sens » (comme le font les droites décomplexée et complexée), soit ils essaient de déconstruire ce cadre, mais apparaissent alors en décalage complet avec ce qui est présenté comme « les débats » du moment et sont donc inaudibles. Il n'y a pas de bonne réponse à une mauvaise question, voilà le drame. Et les décennies passées à faire mine d'en proposer de valables ne furent que pure perte.

Ce constat amène deux conclusions embarrassantes. D'une part, alors que ce n'est pas le problème, le mythe des « mauvaises réponses » sert de repoussoir facile à certains, les dispensant en quelque sorte d'argumenter sur leur vision du monde puisqu'elle s'oppose — au moins dans le système d'oppositions traditionnelles qui structure l'espace politique — à celle de l'extrême droite. Et si la puissance du FN était un moindre mal pour des formations politiques en panne sèche de projets, leur permettant de sauvegarder un discours éculé au modeste prix d'une diabolisation des « mauvaises réponses aux bonnes

questions » de l'extrême droite ? D'autre part, la posture frontiste, dans son affirmation permanente d'actions simples qu'il « suffirait » de prendre pour sortir de l'immobilisme, renforce la tendance de tous les partis politiques (français) à privilégier la multiplication des annonces au détriment de l'élaboration d'un projet cohérent. Il faut faire des annonces, non parce que ces mesures permettraient d'évoluer vers une société mieux portante, ni même parce qu'elles seront suivies d'effets, mais simplement pour contester au FN le monopole de l'apparente action. Comme lorsque Fabius prononça son slogan, le monde politique est majoritairement paralysé par une crise du sens qui le fait hésiter entre technocratie désabusée et édulcoration des propositions extrémistes. L'on peut comprendre un moment de sidération, mais, trente ans plus tard, nous sommes depuis longtemps entrés dans l'aveuglement et le déni.

Questionner les questions est donc ce qui nous fait le plus défaut. Construire nos questions à la mesure de nos projets est un préalable nécessaire à l'établissement d'une action politique qui soit autre chose que gestion. Ceux qui affirment que les questions sont bonnes ne font que s'empêcher — et nous empêcher — de reconsidérer les politiques menées sans succès depuis longtemps à l'aune des besoins fondamentaux qu'elles servent longtemps.

La justice sociale et la redistribution des richesses (matérielles ou non), la protection contre les aléas de la vie, la définition de ce « nous » qui se prend en main au travers de la politique, tels sont quelques-uns de nos besoins fondamentaux auxquels il faut revenir. C'est à eux qu'il faut revenir, pour inventer de nouvelles interrogations, qui ouvriront la porte à de nouvelles réponses.

L'interrogation angoissante qui se profile est, bien entendu, celle de savoir s'il y existe une différence de nature ou seulement de degré entre l'extrême droite et le reste de l'échiquier politique. Des forces nouvelles se profilent, d'autres manières de penser et d'agir, d'autres façons de proposer du politique, autour de projets renouvelés. Il est trop tôt pour dire si Hart Boven Hard/Tout Autre Chose, Syriza ou Podemos pourront incarner cette rupture du questionnement, qu'il nous suffise aujourd'hui de nous convaincre qu'il nous faut nous mettre en quête, non de solutions, c'est hélas trop tôt, mais de questions. En naitront de nouveaux clivages, de nouvelles luttes et de nouveaux projets. Enfin.